

Strasbourg, le 16 avril 2015

Madame la présidente de l'Université de Haute Alsace,

Nous apprenons la tenue d'une conférence organisée par un autoproclamé « Observatoire des programmes scolaires » ce jour, jeudi 16 avril à 18h à l'Université de Haute Alsace (Amphi 2, campus de la Fonderie). Cette conférence, intitulée « L'école instrument du pouvoir » par l'auteur de l'ouvrage *L'école malade de l'égalitarisme*, se propose d'aborder les thèmes suivants : « théorie du genre, autorité et respect du professeur, programmes scolaires, redoublement, etc...¹ ».

Nous attirons votre attention sur le fait qu'Olivier Vial, orateur annoncé pour cette conférence, est le président de l'UNI et le directeur du CERU, le Centre d'Etudes et de Recherche Universitaire. Contrairement à ce que son nom pourrait laisser entendre, le CERU n'est pas un centre d'étude académique mais se définit lui-même, sur sa page internet, comme un *think tank* du parti politique UMP. Cette association utilise un nom à l'apparence scientifique « Observatoire des programmes scolaires », alors même qu'aucun laboratoire ni unité de recherche ne compte parmi ses partenaires ; elle est en revanche une émanation de « L'Observatoire de la théorie du genre » qui propage des idées extrêmes et soutient qu'une réflexion scientifique sur la construction sociale et culturelle des identités de sexe (les études de genre) serait préjudiciable aux enfants (sans parler d'autres sous-entendus nauséabonds, dont cette mouvance est coutumière, dans leurs tracts et sur leur site) ; elle sous-entend également que la lutte pour l'égalité, un des principes de notre démocratie, est un danger pour l'école.

En accueillant « L'Observatoire des programmes scolaires » dans ses locaux, l'Université de Haute Alsace participe à la confusion entre organisme académique de recherche et entité à visée politique. Par ailleurs, la caution implicite (telle qu'elle est annoncée sur le site) apportée par Mme Catherine TROENDLE, « Sénateur-maire du Haut-Rhin et Secrétaire National de l'UMP en charge de l'Éducation », pose un réel problème : est-ce aux partis politiques d'apporter

¹Voir l'annonce qu'il en fait à cette adresse :
<https://www.facebook.com/events/1549896721945014/>

une caution scientifique à une personne qui n'en a pas, et qui prétend intervenir en lieu et place d'enseignants-chercheurs en Sciences de l'éducation ou à l'ESPE ?

Nous craignons également qu'un tel événement ne soit l'occasion de remettre en cause le programme de lutte contre les inégalités garçons-filles mis en place par le Ministère de l'éducation nationale.

Cette crainte ne repose pas sur des préjugés de notre part. Elle est fondée : Olivier Vial a tenu une conférence organisée par l'« Observatoire de la théorie du genre » le mardi 15 octobre 2013 à 19h à l'Université de Strasbourg et intitulée « La théorie du genre et ses conséquences sur l'éducation de nos enfants ».

Plusieurs membres de nos organisations syndicales ont assisté à cette conférence. Nous tenons à vous faire part de certains propos qui ont été tenus et qui ont confirmé nos craintes à propos de ces « observatoires » aux projets éminemment contestables.

Lors de cette « conférence », Olivier Vial a affirmé clairement que les chercheurs qui, à l'université comme au CNRS, s'intéressent à la thématique du genre, sont avant tout des militants qui mènent leurs travaux avec une subjectivité indigne des normes académiques et scientifiques. Par cette affirmation, Olivier Vial remet en question l'objectivité et la scientificité des CNU, des comités de sélection, des instances du CNRS. Si nos universités acceptent de prêter des amphithéâtres à des idéologues qui attaquent la légitimité des Sciences Humaines et Sociales, devons-nous en déduire qu'elles sont prêtes à accepter d'ouvrir leurs portes à des créationnistes pour qu'ils remettent en question la légitimité des Sciences de la Vie ? Ou n'y a-t-il que les SHS qui soient privées de toute protection institutionnelle ?

En effet, nous tenons à attirer votre attention sur le fait que, lors de cette conférence, des photos de personnes hermaphrodites, transsexuelles et même une photo d'un enfant en bas âge dont le seul tort est d'avoir des parents qui ont décidé de taire le sexe, ont été projetées. Les noms, prénoms, lieux de résidence des sujets présents sur les photos ont été donnés lors de cette conférence. Les photos, projetées sur le mode d'une galerie des dangers « pour nos enfants », relevaient d'une pure et violente transphobie, pointant une prétendue « anormalité » et accusant les personnes ainsi données en spectacle d'être la cause d'un danger « pour nos enfants ». Cette stigmatisation et cet appel à la haine sont aussi inacceptables que répréhensibles.

Il vous faut aussi savoir que cette conférence s'est terminée par un appel au signalement

des enseignants de l'Education Nationale qui nierait la différence intrinsèque entre garçons et filles que prône l'« Observatoire de la théorie du genre ». Le porte-parole de cet observatoire s'est dit fier d'avoir déjà recueilli plus de 800 signalements.

Est-ce cette campagne d'intimidation que vous souhaitez accepter en vos locaux, Madame la Présidente ?

Nous ne sommes pas contre le débat démocratique, mais la remise en question perpétuelle de lois de la République, dans une ambiance où certains, jeunes ou moins jeunes, pourraient se sentir discriminés ou menacés (en particulier les attaques visant les enseignants), ne crée pas un contexte digne du débat que l'Université peut souhaiter.

Nous nous adressons à vous car nous souhaiterions savoir ce qui a conduit l'Université de Haute Alsace à mettre à disposition une salle pour l'organisation de cette conférence, en présence (si c'est avéré) de Madame la sénatrice Catherine TROENDLE, et comprendre les raisons du soutien institutionnel à une initiative dont les agents n'appartiennent pas à l'UHA.

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Madame la présidente, l'assurance de notre dévouement au service public de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

SUD Education Alsace

SNTRS-CGT Alsace

SNESUP-FSU de l'UdS

Sgen-CFDT de l'UdS

SES CGT de l'UdS